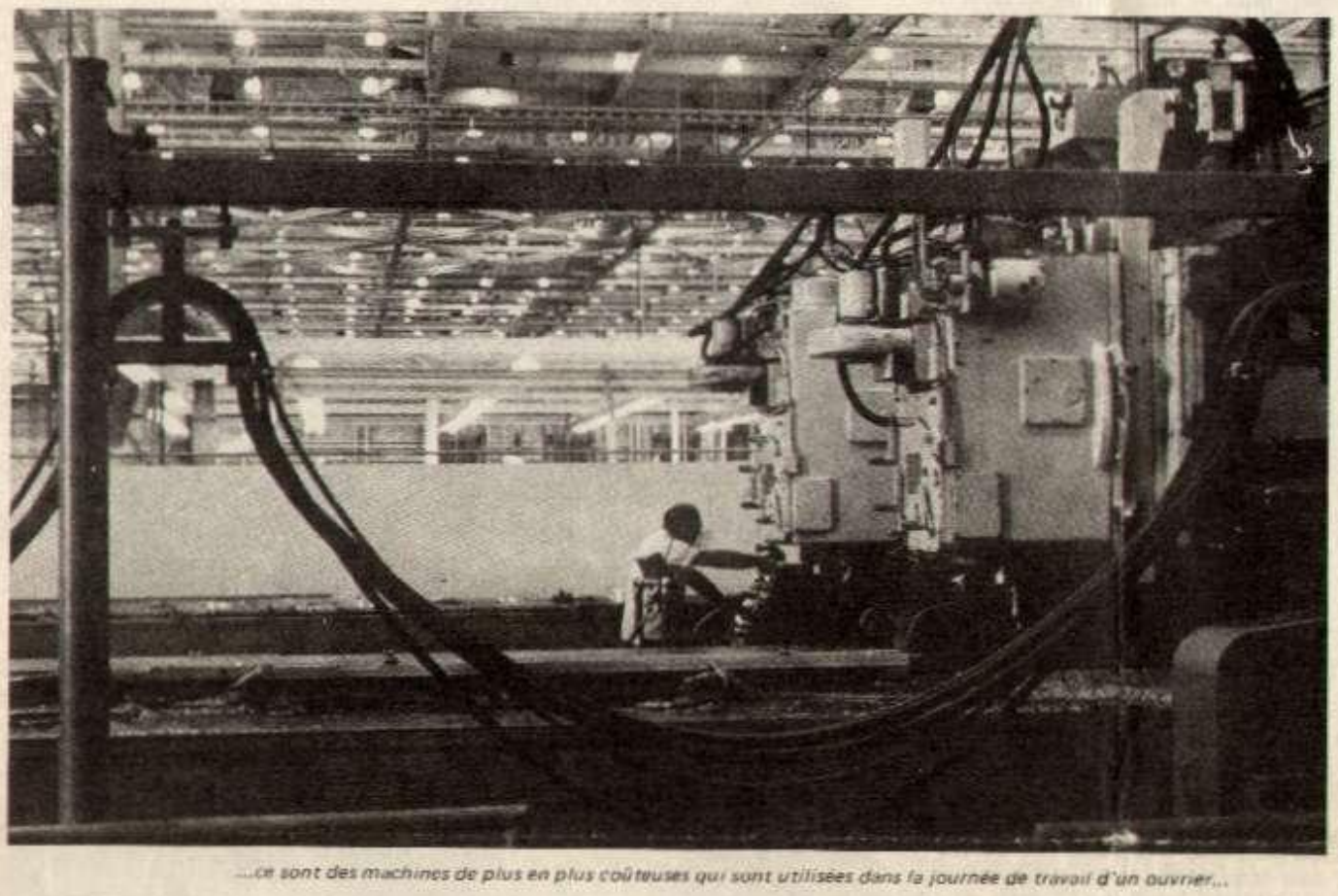
front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 13 / 17 FEVRIER 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE



...ce sont des machines de plus en plus coûteuses qui sont utilisées dans la journée de travail d'un ouvrier...

OU VA L'IMPOT?

LE BUDGET DE L'ETAT NE SERT QU'AUX CAPITALISTES

Les états majors politiques bourgeois ou révisionnistes s'affairent autour de la feuille d'impôt de Chaban, du "scandale" qu'elle a déclenché ; quelques soient les instigateurs de cette "révélation", soyons sûrs que pour tous les politiciens, le scandale ne réside pas dans de telles pratiques qui sont quotidiennes dans l'histoire du capitalisme et celle des partis bourgeois, mais bien plutôt dans le fait qu'elles soient portées à la connaissance du prolétariat ! La bataille étant lancée, chacun essaie de tirer son épingle du jeu : Tomasini crie à la subversion espérant colmater les brèches du bateau U.D.R., d'autres commencent à quitter ce bateau pour se reconvertir dans des partis moins compromis ; quant au P."C".F., il propose l'union de tous les non privilégiés de l'impôt (dans lesquels figurent les Waldeck qui paient 2 millions d'impôts ou les Seguy qui malgré leur train de vie réussissent à ne rien payer). Mais limiter le "scandale" au caractère inique de l'impôt (surtout en pratiquant les amalgames du P."C".F. : ouvriers - cadres - petits épargnants, tous ensemble contre les "malhonnêtes") sans voir quel besoin vital il constitue pour le capitalisme aujourd'hui, c'est s'interdire de bien connaître son ennemi. Quel est aujourd'hui le rôle économique de l'Etat ?

Il y a 100 ans, avant le développement du capitalisme monopoliste, le rôle du budget d'Etat était essentiellement de subvenir aux dépenses de fonctionnement ou d'investissement de l'appareil d'Etat, principalement son appareil militaire. Aujourd'hui, même si cet appareil d'Etat continue à se développer, une part importante du budget est consacrée à l'économie capitaliste ; encore le budget n'est-il que l'un des moyens de l'intervention de l'Etat ; donnons quelques exemples.

1. L'Etat fournit des capitaux pour certains investissements, que des capitalistes individuels ou même des groupements de capitalistes ne pourraient réaliser seuls. C'est le cas à Fos sur mer où le VIe plan a camouflé dans les différents chapitres du budget au minimum une aide de 1 milliard 1/2 de francs actuels pour Wendel-Sidelor qui seul n'aurait pu engager ces investissements. C'est le cas aussi de l'apport de l'Etat de 0,3 milliards de francs au groupement des capitalistes de l'électronique sous le titre d'aide au "plan de développement de l'électronique professionnelle civile".

2. Mais le budget de l'Etat peut aussi permettre d'investir dans des entreprises nationalisées et de redistribuer aux capitalistes sous forme de tarifs préférentiels, la plus value produite par les ouvriers à l'EDF ou la SNCF par exemple.

3. Enfin l'Etat est le principal client de certaines entreprises capitalistes. Une grosse part du budget d'Etat passe entre autre dans la dépense d'armement : pour assurer ses profits et sa part de domination sur les peuples qu'il opprime, l'Etat capitaliste maintient un important appareil militaire. Ce qui permet à certains capitalistes, producteurs d'armement (exemple : Marcel Dassault), de s'assurer d'importants profits (la France est le troisième exportateur d'armes du monde).

Mais cette intervention économique de l'Etat est-elle seulement dûe à "l'indélicatesse" des ministres, à la malfaisance de quelques dirigeants monopolistes qui dilapideraient les fonds d'Etat ? C'est l'explication des révisionnistes du P."C".F. qui ne vont jamais au-delà de la critique de la spéculation, des dépenses parasitaires etc... Mais ce faisant, les révisionnistes camouflent le besoin vital qu'a le capitalisme à son stade actuel des crédits d'Etat.

Car ce qui guide tout capitaliste, c'est le souci de faire engraisser son capital au maximum par le travail des ouvriers. Or d'année en année, c'est une masse de plus en plus importante de matière première, ce sont des machines de plus en plus couteuses qui sont mises en œuvre dans la journée de travail d'un ouvrier ; et, bien que le capitaliste essaie de comprimer au maximum le travail de l'ouvrier, de baisser au maximum son salaire, son profit augmente moins vite que le capital total qu'il engage. Pour combattre cette tendance, cette baisse relative de son profit le capitaliste introduit de nouvelles machines, investit pour baisser ses coûts de production : à court terme cela lui permet de récupérer des profits sur le dos de ses concurrents moins bien outillés, à long terme une fois que ses concurrents ont modernisé comme lui, il a aggravé le mal qu'il voulait combattre : son capital a encore augmenté plus vite (par ses nouveaux investissements) que ses profits. Depuis plus de 100 ans cette course incessante aux investissements n'a évidemment pu empêcher cette baisse relative du profit ; mais d'année en année la masse de capital qu'il faut réinvestir pour baisser les coûts de production augmente : il y a une centaine d'années l'introduction d'un nouveau haut fourneau suffisait à les faire baisser, aujourd'hui c'est tout un complexe sidérurgique qu'il faut faire naître à Fos. Cette masse de capital nécessaire dépasse bientôt les possibilités d'un seul capitaliste, ou même d'un groupement de capitalistes. Les capitalistes individuels s'adressent à leur gérant collectif : l'Etat. C'est la période du capitalisme monopoliste d'Etat, où l'Etat se charge de drainer systématiquement l'épargne, d'imposer au maximum le prolétariat, pour mettre à la disposition des capitalistes un capital supplémentaire.

Ainsi quand les révisionnistes présentent la crise du capitalisme comme dûe uniquement à la malfaisance de monopoles qui dilapideraient les fonds de l'Etat, ils masquent le fait que cette "dilapidation", c'est la nature même du capitalisme monopoliste d'Etat. Ainsi quand les révisionnistes proposent simplement de confier l'Etat à d'autres mains qui gèreraient mieux ses fonds, qui mettraient à la raison les monopoles, ils masquent le fait que les capitalistes n'accepteront jamais de se priver de l'Etat qu'ils ont mis en place, si ce n'est quand le prolétariat les armes à la main aura entrepris de le détruire. Alors effectivement les capitalistes, privés de leur appareil militaire pourront être dépouillés de leurs moyens de production, alors ces moyens de production remis à la société seront utilisés non plus comme des machines à faire suer la plus value au prolétariat, mais pour satisfaire les besoins des travailleurs.

en page 2 :

intensification du travail et augmentation de la productivité :

la soif de plus-value du capital

Intensification du travail et augmentation de la productivité :

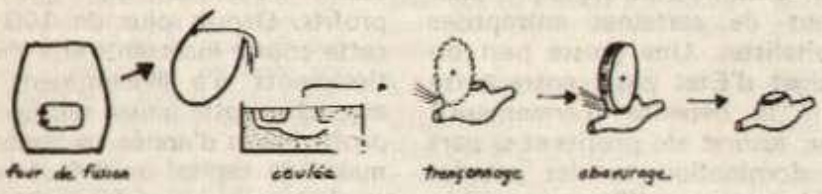
A LA C.D.C. (REIMS)

La compagnie des compteurs produit des compteurs d'eau et de gaz. Comme dans toutes les entreprises capitalistes, l'intensification du travail est de règle.

Cette intensification du travail a été particulièrement sensible à la fonderie, où elle a revêtu diverses formes : accélération des cadences, travail en équipe, maximum tiré de chaque mouvement productif, suppression des temps morts. Tout ceci a pour but une augmentation formidable de la production donc de la plus value : 166 % de janvier 68 à septembre 70 , en même temps une diminution sensible des effectifs dans les deux secteurs que nous allons examiner : 35 ouvriers en janvier 67, et 25 en septembre 70.

1.– SIMPLIFIER LE TRAVAIL POUR AUGMENTER LES CADENCES

Septembre 67 : la production est de 45.000 compteurs d'eau par mois. 30 ouvriers travaillent dans les secteurs : fusion du laiton, coulée, tronçonnage, ébavurage.



C'est d'abord à l'ébavurage que se manifeste l'offensive du capital. Jusqu'alors 7 ouvriers se partageaient le travail qui consiste à enlever les bavures qui se forment sur la bâche (corps du compteur) lors de la coulée. Ces bavures étaient enlevées par des bandes de toiles émeri actionnées par un moteur électrique, ou par des meules (couvercles de compteurs). Cette opération variait de 1 mn à 1,5 mn suivant le type des bâches et l'importance des bavures. Elle avait un caractère artisanal, l'ouvrier assis à sa machine fignolait le travail , la direction ne pouvait imposer des cadences serrées vue la diversité du travail.

La 1re presse à ébavurer a été introduite en septembre 67. La bâche sous une forte pression passe à travers un outil à découper qui arrache les bavures. L'ouvrier n'est plus assis, il est debout devant la presse, il place les bâches sur l'outil, il appuie sur deux boutons de marche : la cadence passe de 700 à 2000 par jour. Trois postes de travail sont supprimés.

Après mai 68, les capitalistes de la C.D.C. ont cherché à récupérer par tous les moyens les quelques concessions qu'ils avaient dû accepter.

2.– LE TRAVAIL EN EQUIPES POUR L'UTILISATION MAXIMUM DU CAPITAL CONSTANT

C'est aux postes de coulée que le travail en équipes a d'abord été institué.

Un poste de coulée c'est une poche contenant du laiton en fusion maintenu à une température constante par des résistances électriques, plus une table sur laquelle les ouvriers déplacent les coquilles. La coulée comporte trois phases :

1 – mise en place du noyau en sable dans la coquille (le moule).

2 – coulée du laiton en fusion dans la coquille.

3 – démoulage ; nettoyage dans un bac de décapant.

En 67 des essais d'automatisation sont faits sur les postes pour supprimer deux travailleurs sur trois en introduisant des systèmes hydrauliques. Les essais, non concluants, sont abandonnés. Le gros problème pour le capitaliste c'est qu'il est impossible d'accélérer les cadences dans ce secteur : le laiton a besoin d'un temps donné pour se refroidir. Les ingénieurs ne peuvent l'abaisser sinon les bâches sont fissurées. Pour augmenter la production, il reste deux possibilités :

– Installer des postes supplémentaires sans aucune modification donc sans intérêt pour l'intensification ; c'est-à-dire augmenter le capital constant et embaucher de nouveaux ouvriers...

– Utiliser au maximum les postes qui subsistent : c'est-à-dire sans acheter de nouvelles machines, embaucher une équipe supplémentaire. Cette solution qui économise du capital constant est la meilleure pour le capitaliste , elle est appliquée pour deux postes dès novembre 68 : la production passe de 45.000 à 60.000 compteurs. Elle se généralise rapidement pour tous les postes, tant pis pour l'usure de l'ouvrier qu'amène le travail en équipes. Le capital préfère sacrifier les ouvriers plutôt qu'augmenter le capital constant.

3.– TIRER LE MAXIMUM DE CHAQUE MOUVEMENT PRODUCTIF.

Le travail en équipes ne suffit pas aux capitalistes. Nous avons vu qu'augmenter les cadences est hors de question. Bureaux de méthode, ingénieurs, sont donc mobilisés pour trouver un moyen de faire suer de la plus value supplémentaire aux travailleurs de ce secteur. Ingénieurs et agents de méthode au service du capital ont fini par trouver.

Une bâche ou un couvercle était fabriqués à chaque rotation sur le poste de coulée. Les techniciens ont ajouté une partie aux coquilles afin de fabriquer d'un seul coup une bâche et un couvercle de compteur. La cadence sera toujours de 560 mouvemens par jour, mais au lieu d'avoir au bout des bras 8 à 10 kg (poids de la coquille normale), les gars de la fonderie sont obligés de traîner des engins de 13 à 14 kg. 4 kg de différence, ça se sent à la fin de la journée. Pour certains types de compteurs, les couvercles continuent à être coulés séparément : même principe c'est-à-dire qu'au lieu d'en couler un à la fois, avec des coquilles modifiées la production est doublée... ainsi que le poids des coquilles. Les requins de la C.D.C. n'en ont que faire. C'est un bel exemple de l'utilisation maximum de la force physique des travailleurs, les faire bosser jusqu'à épuisement telle est la nature du capital. Depuis quelque temps des compteurs sont fabriqués sous pression à chalumeaux, les capitalistes n'ont pas renoncé à moderniser ce secteur de la production.

4.– ELIMINER LES TEMPS MORTS

Les trois fours de fusion (un électrique et deux au fuel) ne suffisent plus à suivre le rythme de la production (janvier 69 : 90.000 compteurs). La direction décide donc d'investir : elle achète un four électrique de 150.000.000 AF. Contrairement à ce qui se passe aux postes de coulée, le four (capital constant) va permettre de supprimer les temps morts, et de réduire le nombre des travailleurs. L'achat d'un four moderne présente des avantages énormes : fusion en moins de temps d'une plus grande quantité de laiton (plus que les trois fours ensemble). Le four installé en septembre 69 fournit à lui seul la production, il supprime 4 postes de travail sur 7.

Conséquences pour les ouvriers restants : ils doivent charger le four (1 tonne de laiton) dans un minimum de temps. La fusion plus rapide leur laisse tout juste le temps de préparer la suivante. Tous les temps morts (attente de fusion) sont supprimés.

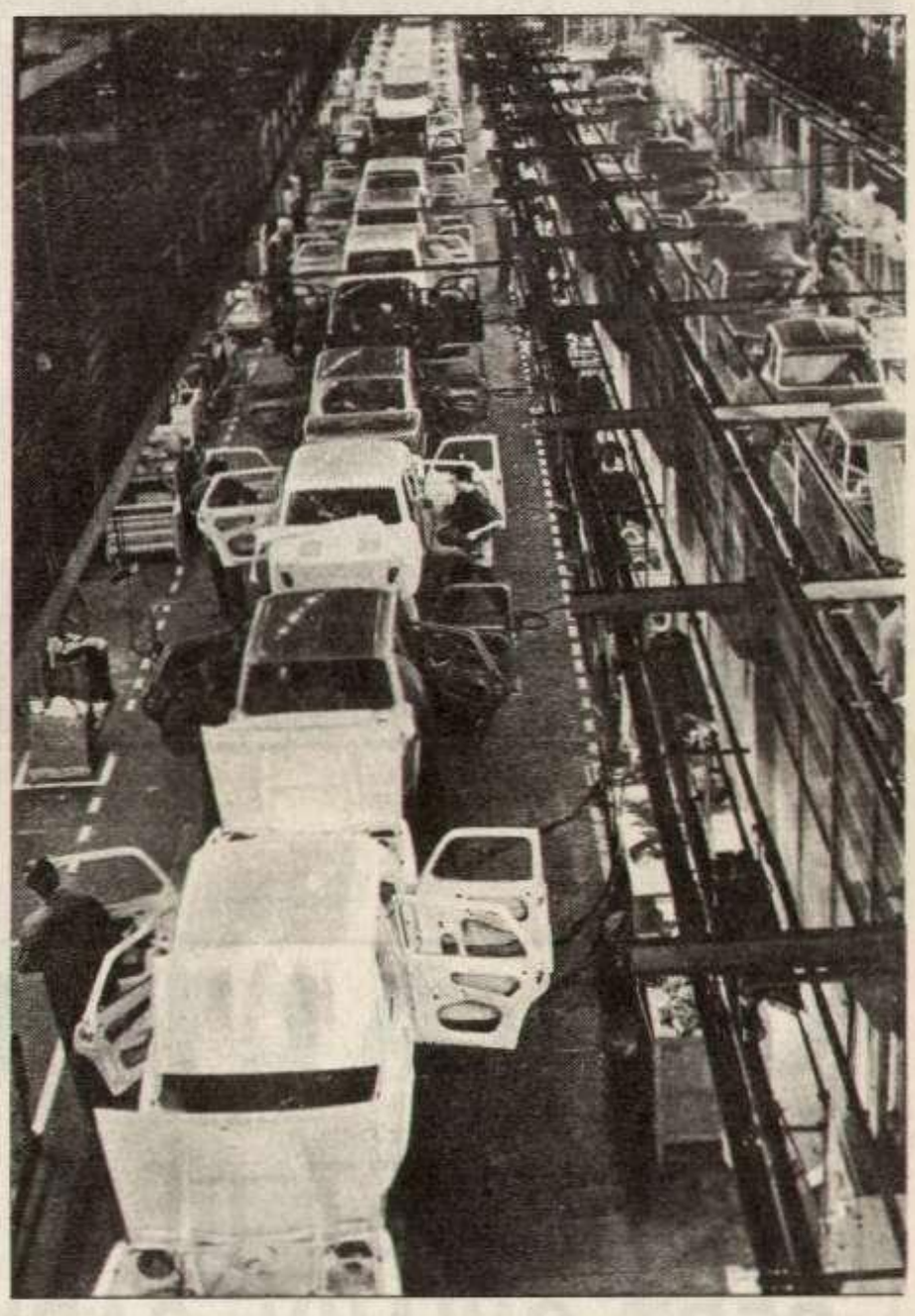
5.– UTILISATION DE TOUS LES MOUVEMENTS POUR LA PRODUCTION

Au tronçonnage un problème s'est posé pour le capital. Jusqu'à fin 68 cette opération se présentait comme ceci : le tronçonneur place une bâche ou un couvercle sur un montage et il descend manuellement la scie ; il la remonte et fait faire 1/4 ou 1/2 tour au montage pour enlever les autres "masselottes' (surplus de fonderie). Pour toutes ces opérations, un seul bras est productif pendant que l'autre "se repose". Ce qui est tout à fait inadmissible pour le capital : l'ouvrier a deux bras, il faut qu'il les mette tous les deux (en même temps) au service de la production)..

Agents de méthode, ingénieurs à nouveau mobilisés, ils ne tardent pas à trouver : on automatise la machine : descente automatique de la scie, plateau tournant, et voilà l'ouvrier travaillant à deux mains, avec l'une il enlève la bâche et avec l'autre il recharge la machine. La cadence passe de 700 à 2.500 par jour. L'objectif à plus long terme des serviteurs du capital est de coupler une tronçonneuse avec la presse : l'ouvrier charge la tronçonneuse et au lieu de mettre les bâches usinées dans une benne de manutention, il les place sur la presse à ébavurer. La presse à ébavurer a une cadence inférieure (2000) à celle de la tronçonneuse, mais pas question de baisser celle de la tronçonneuse, quitte à bousiller une presse (piston, cylindre) tous les 6 mois : il fallait porter la cadence à 2.400.

Le capital pour récupérer la plus value relative pousse toujours plus loin l'exploitation sous toutes ses formes, bien aidé en cela par toute une couche d'agents techniques et d'ingénieurs à sa solde.

Correspondant Reims



pour le capitaliste : intensifier le travail...

JAEGER-CAEN : UNE GREVE D'O.P.

L'usine Jaeger à Caen ; 1.180 ouvriers, pour la plupart des O.S., pour la plupart des ouvrières (300 hommes seulement). L'usine fabrique des tableaux de bord.

– les 30 O.P. de l'outillage déclenchent la première semaine de janvier une grève pour obtenir 100 F d'augmentation par mois. Elle durera 3 semaines :

– La première semaine, les outilleurs se contentent de quitter le travail.

– La deuxième semaine, voyant que la direction n'est pas près de céder, ils décident d'occuper leur atelier. A partir de là une quinzaine d'O.S. hommes et femmes, aux secteurs traitement et peinture occupent aussi leur atelier. Mais leur mouvement est rapidement stoppé : "dialogue' avec la C.F.D.T. et 'promesses" du chef d'atelier.

La direction tente alors d'intimider les O.P. : huissiers le vendredi. Convocations au tribunal durant le week-end.

– Troisième semaine : les O.P. ne se laissent pas intimider et ne se rendent pas au tribunal. Le jeudi 20, le reste des O.P. se joignant à la grève des outilleurs, meeting de la C.F.D.T. qui lance aux O.S. : "on ne vous demande pas d'intervenir pour l'instant, mais de vous tenir prêts en cas de répression". Certains O.P. proposent de séquestrer la direction ' pour provoquer la répression' disent-ils clairement, c'est-à-dire pour faire entrer les O.S. dans la lutte en les faisant servir de force d'appoint pour les revendications des O.P.

Finalement, la C.F.D.T. (bien implantés chez les outilleurs) qui avait pris des positions 'dures' au début : "à l'escalade, nous répondrons par l'escalade' , cède aux manœuvres de la direction, laisse isoler les outilleurs des autres O.P. Au meeting du mardi 25, elle ne veut plus rien diriger : "c'est aux gars de décider' . Les O.P. sont obligés de décider la reprise.

QUELLES COUCHES D'OUVRIERS ENTRENT EN LUTTE ?

– **Les outilleurs.** 30 ouvriers tous O.P. : P2, P3, ATA. Salaires entre 1.200 et 1.600 F.

Conditions de travail : ils ne sont pas soumis aux cadences. La C.F.D.T. est bien implantée dans ce secteur (son leader P.S.U. est ATA, salaire minimum 1.400 F).

Ils n'ont pratiquement pas de contact avec les O.S. L'esprit d'aristocrate ouvrier est très développé. Ils se croient indispensables dans la boîte et se sentent nettement supérieurs aux O.S. Au cours d'une grève de juillet 69, les O.P. de l'outillage n'étaient pas d'accord pour se mêler aux O.S., ils ont voté en majorité la reprise du travail, laissant tomber les O.S....

Un fait significatif : un O.S. veut passer O.P., il doit faire un essai, il rate sa pièce et les outilleurs se foutent de sa gueule : t'es un bon à rien ; tu voudrais être O.P., t'es même pas capable de fabriquer une pièce." La 1re semaine de grève, les O.P. de l'outillage se croyant indispensables, ils prennent une semaine de vacances. Ils sont persuadés qu'à leur retour le patron sera à genoux devant eux.

La position de la direction les amène à réfléchir : "le patron nous prend pour une quantité négligeable", et à se poser des questions, étant conscients de leur faiblesse. Les ouvriers M.L. les critiquent sur leur mentalité d'aristocrates. L'échec de la grève leur fait tirer la conclusion suivante : "plus de mouvement sectoriel mais des mouvements d'ensemble de la boîte' . De là à comprendre le rôle prédominant des O.S., il y a encore un pas important à franchir.

Par solidarité les autres O.P. entrent dans la lutte et posent la même revendication que les outilleurs : 100 F pour tout le monde.

– **Les régleurs**. leur boulot consiste principalement à changer les outils. la maîtrise leur confie des tâches de surveillance vis à vis des filles sur les chaînes. Ils secondent le chef d'équipe et rédigent des rapports : production, sortie, nombre d'heures ; parfois ils répriment les filles. La direction leur fait miroiter une possible promotion : devenir chef d'équipe. Mais il serait erroné de classer en bloc cette catégorie dans l'aristocratie ouvrière. En fait seuls les plus serviles acceptent les tâches de surveillance.

– **Les contrôleurs** : ils sont à distinguer des contrôleuses des chaînes qui travaillent en bout de chaîne et qui sont soumises aux cadences. Elles sont O.S.

Pour les contrôleurs il ne s'agit pas d'un travail standardisé. Les pièces viennent au secteur contrôle et les contrôleurs voient à l'aide d'appareils si la pièce est bonne ou non.

– **L'entretien**. La contradiction est surtout nette entre les O.P. de l'outillage et de l'entretien. Ils voient le boulot des O.S. et n'ont pas la même attitude aristocratique que les O.P. de l'outillage (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne se croient pas quelque peu supérieurs aux O.S. et qu'ils aient compris le rôle prédominant des O.S. dans la lutte). En fait ce sont les moins payés : salaire entre 1.200 et 1.400 F.

Leur travail consiste **normalement** à agencer les chaînes, à les mettre en place. En fait ils sont employés à tout autre chose : maçonnerie, plomberie, réparation des compresseurs, déplacement des machines.

Le secteur comporte 2 O.S. qui sont spécialisés dans la peinture et le nettoyage des chiottes.

LA POSITION DES MARXISTES-LENINISTES

Au départ certains camarades rangeaient en bloc les outilleurs, voire l'ensemble des O.P. dans l'aristocratie ouvrière. Il fallut nous éclaircir les idées sur ce qu'est exactement l'aristocratie ouvrière et enquêter dans l'usine. D'après nous, il serait erroné de classer en bloc le secteur outillage ou l'ensemble des O.P. dans l'aristocratie ouvrière. Il faut examiner pour chaque secteur la convergence d'un certain nombre de conditions : salaires élevés, conditions de travail, participation ou non aux tâches de surveillance en tenant compte du fait que le facteur principal reste le facteur politique. C'est ainsi que même chez les régleurs à qui sont confiées des tâches de surveillance tous ne les accomplissent pas. La maîtrise et le patron savent choisir parmi les plus fayots. Pour déterminer précisément l'aristocratie ouvrière nous ne devons pas faire preuve de schématisation. La bourgeoisie choisit dans les couches les moins exploitées un certain nombre d'ouvriers et leur offre des responsabilités, leur propose de monter dans la hiérarchie. Sur l'usine Jaeger de Caen, les aristocrates ouvriers seront choisis par le patron dans les secteurs outillage, régleurs, contrôleurs et entretien. Il est difficile de déterminer un ordre dans ces différents secteurs. La différence est surtout nette entre les O.P. de l'entretien et les O.P. des 3 autres secteurs.

Le deuxième point sur lequel les marxistes-léninistes eurent à s'unifier, porte sur l'attitude face aux luttes économiques. L'unité n'était pas toute faite, il a fallu lutter contre les idées erronées encore présentes. Passer d'un accord formel sur la nécessité de l'élaboration de la ligne et de comment l'élaborer à un accord concret : analyser la réalité à l'aide des hypothèses que nous possédons, vérifier ces hypothèses et les enrichir.

Cela fut particulièrement net en ce qui concerne l'aristocratie ouvrière, mais nous eûmes aussi à nous unifier sur la raison de la tactique dure du patron de Jaeger. Pour cela il fallait sortir du cadre étroit de l'usine, penser en termes de politique d'ensemble de la bourgeoisie. Face aux luttes des O.S. la bourgeoisie mène une politique intransigeante. Actuellement elle se montre très dure pour toute lutte de la classe ouvrière. La grève du métro concernait les couches les plus privilégiées, la bourgeoisie s'est montrée particulièrement féroce envers cette lutte. Ceux qu'elle cherche à intimider ça n'est pas tellement ces couches mais

suite page 3

la soif de plus-value du capital

augmenter la plus-value : une loi du capitalisme

La question de la plus-value relative nous permet de comprendre les mécanismes qui se cachent derrière l'augmentation de la productivité et l'intensification du travail en régime capitaliste. Pour lutter efficacement contre le capital il est nécessaire d'en comprendre les mécanismes.

LA PLUS-VALUE.

Un ouvrier qui travaille 10 h dans sa journée reçoit du capitaliste qui l'emploie une certaine somme d'argent : le salaire. Cet argent représente en fait la valeur des substances nécessaires à son entretien ainsi qu'à celui de sa famille. Comme l'a démontré Marx, le salaire est le prix de la force de travail et non celui du travail. Un O.S. quelle que soit l'opération qu'il effectuera (montage, usinage, peinture, etc...) recevra à peu de chose près le même salaire pour lui permettre de vivre. Ceci est particulièrement visible lorsque la bourgeoisie fixe un salaire minimum (SMIG). Elle considère qu'en-dessous de cette somme le travailleur ne reproduira pas dans de bonnes conditions sa force de travail. La valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des marchandises nécessaires à l'ouvrier.

La richesse créée par un ouvrier durant sa journée de travail est supérieure à ce que le capitaliste lui retourne sous forme de salaire. La différence est du travail non payé : de la plus-value. C'est la source du profit, ce que la bourgeoisie baptise bénéfice.

Par exemple un ouvrier qui travaille 10 h ajoute chaque jour une valeur de 100 F à la matière première que lui fournit le capitaliste. Le salaire de cet ouvrier sera de 50 F, ce qui lui permet de reconstituer sa force de travail.

La différence entre la valeur qu'il ajoute à la marchandise et son salaire est de 100 F – 50 F. Le salaire horaire tend à faire croire que c'est la journée complète de l'ouvrier qui est payée alors que dans l'exemple ci-dessus on voit que 10 F (de valeur ajoutée par heure de travail multipliée par 5 font 50 F. Donc en 5 h l'ouvrier a rendu sous forme de travail ce que le capitaliste lui donne en salaire. Mais le capitaliste a acheté la force de travail pour la journée complète qui est de 10 h. Les 5 h restantes seront du travail non payé : 10 F (valeur créée) multipliés par 5 font 50 F. C'est la plus-value.

La journée de travail se divise en deux parties : le travail nécessaire (salaire) et le travail non payé (plus-value).

Les capitalistes veulent toujours gagner plus de profits, il leur faut pour cela augmenter la plus-value, allonger la part de travail non payé. Deux moyens s'offrent au capital dans ce but.

1. Allonger la longueur de la journée de travail.
2. Diminuer la partie de travail nécessaire.

LA PLUS-VALUE ABSOLUE

Le capitaliste l'obtient en allongeant la longueur de la journée de travail. La valeur de la force de travail ne variant pas, la partie non payée augmente.

Si dans une heure de travail l'ouvrier crée une valeur de 10 F, dans une journée de 10 h, cette valeur sera 10 x 10 = 100 F. La valeur de la force de travail est de 50 F. La plus-value sera de 100 F – 50 F = 50 F. Le capitaliste porte la journée de travail à 14 h. La valeur créée sera de 14 x 10 = 140 F. La valeur des moyens de subsistance quant à elle ne change pas et reste à 50 F. La plus-value sera donc de 140 F – 50 F = 90 F. Le capitaliste empôche donc 40 F de plus-value supplémentaire pour l'allongement de la journée de travail. Cette pratique était générale au début du machinisme, de la grande industrie la soif du profit poussait les capitalistes à accroître démesurément la longueur de la journée de travail. Celle-ci a atteint jusqu'à 16 ou 17 h.

LA PLUS-VALUE RELATIVE

La classe ouvrière a déclanché des luttes violentes pour la réduction et la limitation de la journée de travail. Le capitaliste ne pouvant plus accroître ses profits en allongeant la journée de travail, s'est rabattu sur une autre méthode : comprimer le temps de travail nécessaire pour allonger la partie de travail non payé, c'est la plus-value relative. Pour cela deux moyens conjugués s'offrent à lui : soit augmenter la productivité du travail, c'est-à-dire introduire de nouvelles machines qui, sans exiger plus d'efforts de l'ouvrier, lui permettent de produire plus de marchandises – soit intensifier le travail, c'est-à-dire obliger l'ouvrier à accélérer ses gestes, augmenter ses efforts, pour fournir plus de marchandises dans le même temps.

Les capitalistes introduisent toujours simultanément ces deux moyens ; mais pour simplifier, nous allons étudier séparément l'effet de chacun de ces moyens sur la plus-value relative.

LA PRODUCTIVITE

Supposons par exemple qu'un ouvrier employé dans une usine de saucissons, en fabrique 100 en 10 heures de travail, supposons qu'il produise une valeur de 1.000 francs dans sa journée et que son salaire soit de 500 F. Si le prix des matières premières est négligeable, chaque saucisson vaudra 1.000 F : 100 = 10 F.

Supposons que le patron achète une nouvelle machine qui, sans exiger de travail supplémentaire à l'ouvrier produise 200 saucissons en une journée de 10 h. La quantité de travail dépensée par l'ouvrier n'a pas varié et il produit toujours une valeur de 1.000 F dans sa journée qui se répartira sur les 200 saucissons. Chaque saucisson vaudra alors 1.000 : 200 = 5 F.

Quelle conséquence sur la plus-value relative a l'augmentation de la productivité ? Le saucisson rentre dans les marchandises nécessaires à l'ouvrier pour reconstituer sa force de travail ; supposons qu'il en mange deux par jour, le saucisson ayant baissé de cinq francs, sa force de travail baissera de 10 F ; il touchera un salaire de : 500 F – 10 F = 490 F. Et le capitaliste empôchera 1.000 F – 490 F = 510 F. Il empôche donc 10 F de plus-value supplémentaire.

Si, au lieu de prendre une fabrique de saucissons on avait pris une usine d'obus, l'augmentation de la productivité n'aurait eu aucune influence sur la plus-value relative (l'ouvrier ne consommant pas d'obus).

D'autre part Front Rouge a déjà étudié (voir le nº 8) ce qui poussait le capitaliste à utiliser la productivité : on avait vu que dans une branche d'industrie, le capitaliste le plus productif s'accaparait non seulement de la plus-value produite par les ouvriers qu'il exploite, mais aussi une partie de la plus-value extorquée par ses concurrents. Cette plus-value extra est une forme de la plus-value relative : on avait vu que la plus-value extra n'existait pour le capitaliste que le temps où ses concurrents ne rattrapaient pas sa productivité. Avec l'introduction de nouvelles machines par ses concurrents il la perdait au profit des mieux placés.

L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL

Repartons de l'usine de saucissons où l'ouvrier fabrique 100 saucissons en 10 h de travail, où il crée une valeur de 1.000 F en touchant 500 francs de salaire. Supposons que le patron sans introduire de nouvelles machines, oblige l'ouvrier à doubler ses cadences ; dans sa journée l'ouvrier aura dépensé 2 fois plus d'energie que dans le premier cas ; il aura donc créé 2 fois plus de valeur, soit 2.000 F, et il aura fabriqué 2 fois plus de saucissons. La valeur du saucisson sera donc 2.000 : 200 = 10 F, elle n'a pas changé ! Par contre si, comme c'est souvent le cas l'ouvrier touche toujours le même salaire (pour les ouvriers à la chaîne par exemple la cadence augmente sans que le salaire bouge) le patron encaisse une plus value de : 2.000 – 500 = 1.500 F. Sa plus-value a augmenté de 1.000 F sans qu'il lui en coûte absolument rien.

...et augmenter la journée de travail,
2 moyens d'augmenter la plus-value.

Jaeger, suite de la page 2

les O.S. Cela fut particulièrement net à Jaeger : la direction pouvait céder les 100 F, aux O.P. mais, ce faisant, les O.S. entraient à coup sûr dans la lutte. Des bruits couraient déjà sur la boîte. Les revendications posées par les O.P. donnaient des idées aux O.S. La bourgeoisie pouvait se le permettre parce que précisément c'est du travail des O.S. qu'elle tire la plus grande masse de plus value, la plus grande masse de ses profits.

L'unité faite sur ce point chez les M.L. il fallait intervenir, donner notre point de vue sur cette lutte et enquêter auprès des masses. Notre propagande visait particulièrement les O.S. mais elle toucha aussi quelques O.P. Elle fut particulièrement bien reçue chez les filles des chaînes et les O.S. du secteur magasin et manutention. Mais cela ne suffisait pas : ce que nous exprimions dans notre propagande, les O.S. le ressentaient spontanément mais cela ne voulait pas dire qu'ils aient une conscience claire de leur place dans la production et du mécanisme de leur exploitation. Précisément il nous fallait encore expliquer pourquoi ce sont les O.S. qui constituent le facteur décisif dans la lutte.

Partant de la propagande, nous avons réuni un petit nombre d'ouvriers proches de nos positions (O.S.) et expliqué la plus-value. Comment les O.S. sont les plus exploités, comment le patron réalise-t-il la plus grande masse de la plus-value sur leur travail ? Notre propagande a été lue par un grand nombre d'ouvriers et certains se posent des questions, les filles des chaînes en particulier ; comment le contremaître est-il payé, puisqu'il ne fait rien ? Notre tâche est de nous appuyer sur les éléments avancés que nous avons réunis pour développer notre propagande et lier à cette propagande un travail d'enquête et d'éducation.

Correspondant Caen

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

une campagne du P "C" F pour tromper les O.S.

1.– LA BOURGEOISIE ET LE P."C".F. DECOUVRENT QU'IL Y A DES O.S.

Avant mai 68 les O.S. existaient. Pourtant, P."C."F. et C.G.T. affirmaient avec insistance que les progrès scientifiques et techniques élevaient sans cesse le niveau de qualification des ouvriers, qu'il s'agissait seulement de mettre les salaires en accord avec le niveau élevé de qualification. En fait, P."C".F. et C.G.T. tout en poussant les hauts cris contre elles, tendaient à s'aligner sur les thèses bourgeoises du moment : dans les pays hautement industrialisés, se formerait une "nouvelle classe ouvrière" composée indistinctement d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés. Quant aux O.S. dans cette perspective, ils passaient au second plan : simple survivance d'un capitalisme dépassé, laissés pour compte du progrès technologique, ils semblaient disparaître peu à peu avec le progrès.

A présent, c'est un tout autre son de cloche. La bourgeoisie fait semblant de découvrir qu'il existe des O.S., de se pencher, avec charité chrétienne, sur leur sort. Le C.N.P.F. inquiet a envoyé quelques mois en usine un trio de sociologues pour étudier "le mal des O.S.".

L'appareil du P."C."F. et de la C.G.T. a aussitôt emboîté le pas. Lui aussi, tout en prétendant réfuter les thèses de la bourgeoisie, prétend se préoccuper de la "condition des O.S.".

C'est qu'entre temps la montée de la révolte des O.S. avant 68, le rôle important des O.S. en 68 (qui sifflent Séguy après Grenelle à Billancourt), la multiplication des luttes chez les O.S. après 68 (pistoleurs de Peugeot, monteurs de Berliet-Vénissieux, O.S. de Renault Le Mans en 71) ont suscité l'inquiétude de la bourgeoisie et des révisionnistes. Ils se sont donc mis à chercher les moyens d'endiguer la révolte des O.S.

2.– LE P."C".F. DISSIMULE LA REALITE

Le P."C".F. et la C.G.T. ont donc été *contraints* pour tenter de maintenir leur emprise sur la classe ouvrière d'adopter une attitude nouvelle, vis à vis des O.S., mais sans rien changer de fondamental.

Certes ils décrivent davantage à présent les conditions de travail exténuantes des O.S. (l'Humanité du 2.2.72 sur les O.S. de Michelin), et l'accélération des cadences. Une des principales raisons pour lesquelles le P."C".F. a exclu à grand renfort de publicité Garaudy, c'est qu'il s'était fait trop ouvertement avant mai 68, l'apôtre de la "nouvelle classe ouvrière" et était devenu trop encombrant.

Mais le P."C".F. conserve en fait ses positions en les déguisant plus habilement, c'est tout.

D'une part, dans toute la littérature "théorique" à destination des intellectuels et autres cadres ou petits bourgeois – qui ne risque pas d'être lue par les O.S. – il développe toujours les mêmes thèses bourgeoises sur l'élévation du niveau de qualification. Par exemple : "au total, dans le cadre actuel du capitalisme monopoliste d'État, l'automation entraîne un certain développement du travail qualifié". ("Le capitalisme monopoliste d'Etat", tome 1, page 136).

De plus quand le P."C".F. s'apitoie sur le sort des O.S. il prend bien soin de les amalgamer avec d'autres couches extérieures à la classe ouvrière : pour un récent document de la C.G.T. l'augmentation des cadences et la parcellarisation des tâches frappe *autant* les employés et les techniciens que les O.S.

D'autre part, et c'est le plus important, le P."C".F. et la C.G.T., quand ils sont contraints de parler des O.S. esquivent, dissimulent l'essentiel :

1. Ils présentent, ainsi que la bourgeoisie, les O.S. comme une catégorie à part de la classe ouvrière. En fait les statistiques officielles montrent que les O.S. constituent près de la *majorité* de la classe ouvrière (40 %) et la masse des ouvriers non qualifiés (O.S. + manœuvres) plus de la moitié (60 %) de la classe ouvrière en France.

2. Ils dissimulent le fait que le nombre et la proportion des O.S. dans la classe ouvrière ne cesse d'augmenter : en 1954, 30 % seulement des ouvriers étaient O.S. En 1968, 40 %. En 1954, 52 % des ouvriers n'avaient pas de qualification (O.S. + manœuvres). En 1968, 63 %. Ils dissimulent que cette évolution est étroitement liée au développement même du capitalisme : plus le capital est concentré et centralisé, plus la taille des entreprises est grande, plus il y a d'O.S. Ils dissimulent que cette évolution irréversible vers la déqualification concerne non seulement les O.S. mais aussi une partie importante des O.P.

3.– LA NOUVELLE DEMAGOGIE DU P."C".F. VIS A VIS DES O.S.

Si le P."C".F. et la C.G.T. dissimulent ainsi la réalité, c'est pour faire passer auprès des O.S. leurs propositions démagogiques. En effet, toutes les plateformes, documents et autres déclarations que la C.G.T. et le P."C".F. lancent en ce moment pour faire croire aux O.S. qu'ils prennent leur défense, que contiennent-ils en fait ?

– D'une part, des revendications sur les conditions de travail, sur les salaires. Mais les O.S. n'ont pas attendu la C.G.T. pour formuler ces revendications et surtout pas pour entrer en lutte. L'Humanité (7.2.72) est bien obligée de le reconnaître : "La condition de l'ouvrier spécialisé est mise en cause. Par les O.S. eux-mêmes. A l'échelle d'une usine, comme celle de Renault au Mans en 1971, mais aussi dans tel ou tel atelier quand on engage la lutte pour une meilleure classification ou contre la cadence de travail. Pas une usine où la chaîne – celle des hommes – ne se défende".

Mais, poursuit l'Humanité, "aujourd'hui un nouveau stade est atteint :... leurs syndicats veulent se donner des objectifs communs, se battre dans le même sens". Voilà le nouveau stade : à présent, les syndicats s'occupent des O.S. ! Pour les orienter. Dans quel sens ? C'est clair, la grande nouveauté de la plateforme O.S. de la C.G.T. métallurgie, ce sont les revendications pour "le devenir professionnel" : "promotion en fonction de l'expérience acquise", "programme de formation permanente pour les O.S.", "le jeune O.S. de moins de 25 ans effectuera obligatoirement un stage de F.P.A."...

Telle est la nouvelle démagogie du P."C".F. en direction des O.S. : leur faire croire "qu'il y a espoir de s'en sortir" par la formation professionnelle ! La bourgeoisie répète aux O.S. : "c'est normal que vous soyez O.S., puisque vous n'avez aucune qualification". P."C".F. et C.G.T. reprennent exactement le même raisonnement que la bourgeoisie et déclarent en conséquence aux O.S. : "La seule solution pour vous, c'est d'acquérir une qualification".

C'est là une tromperie grossière : l'histoire montre que le capitalisme emploie une masse de plus en plus grande d'ouvriers *non qualifiés*, qu'il a tendance à *déqualifier* les ouvriers. Et le P."C".F. veut faire croire à la masse des O.S. qu'il existe pour eux une issue, en régime capitaliste : la qualification !

4. – DEMAGOGIE ET REPRESSION

Face à la montée des luttes des O.S., les révisionnistes utilisent donc deux moyens : d'une part la tromperie. Masquer aux O.S. qu'ils constituent la masse la plus exploitée du prolétariat, leur inculquer des idées bourgeoises (partagées par l'aristocratie ouvrière) : qu'ils sont certes une "catégorie" défavorisée, mais qu'ils n'ont qu'à acquérir une formation professionnelle pour s'en sortir, monter dans la hiérarchie, etc...

L'autre aspect c'est la répression de fait des luttes des O.S. En mai 1971, la C.G.T. a tout fait pour maintenir et restreindre la lutte des O.S. du Mans au cadre d'abord d'un atelier (le F.F.), puis à une seule usine, donc à une "catégorie" particulière d'O.S. ceux du Mans. Pour la C.G.T., et elle insistait, les O.S. de Billancourt faisaient grève principalement contre le lock-out et non pour poser les revendications sur leur condition d'O.S., pour former avec les O.S. du Mans, de Flins et des autres usines un seul front de lutte. De plus, il n'a jamais été question pour la C.G.T. d'amener les O.P. sur les positions des O.S., bien au contraire.

Démagogie et répression : pour les révisionnistes, représentants politiques de l'aristocratie ouvrière et de couches petites bourgeoises, il est vital, s'ils veulent garder leur place bien rémunérée d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, de maintenir leur emprise sur la masse de la classe ouvrière, donc de freiner, de diviser, de dévoyer au maximum les luttes des O.S. – et aussi, bien sûr, d'empêcher la pénétration parmi eux, de la propagande révolutionnaire. Au Mans, en mai 1971, la C.G.T. avait mis en place un système policier pour interdire, par la violence, l'accès de l'usine aux propagandistes suspectés d'être révolutionnaires.

ABONNEMENTS A :
CCP Front Rouge – 204-51 LYON.

France	1 an	20 F	Etranger	1 an	40 F
	6 mois	10 F		6 mois	20 F

Abonnements de soutien à partir de 50 F

AVANT LA VISITE DE NIXON A PÉKIN

OFFENSIVE ANTICHINOISE DIRIGÉE PAR L'U.R.S.S.

D'après De Broglie, de retour de Chine, les chinois souffriraient d'un 'complexe d'encerclement', ils verraient des Soviétiques partout

Ce qui est vrai, c'est que les Chinois n'excluent pas l'éventualité d'une guerre, et qu'ilsse préparent activement à l'affronter. (Provisions, abris souterrains, entraînement militaire, etc...).

Pour les Chinois, il ne s'agit ni d'un complexe, ni d'une sorte de délire : il s'agit d'une politique consciente, qui tient compte de la nature réelle de l'URSS et des USA.

LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE, UNE REALITE.

Quand les Chinois traitent l'URSS de social-impérialiste, est-ce une invention ? Quand l'URSS accorde à l'Inde un "prêt" avec intérêt de 10,22 milliards de roupies, devenant ainsi son deuxième créancier, quand elle exige de diriger l'utilisation de cette soi-disant aide, quand cela lui permet de contrôler 30 % de la production d'acier, 80 % de l'extraction du pétrole, et 35 % du raffinage, 85 % de la production des machines lourdes, comment appeler çà, sinon de l'impérialisme ?. Aucune différence avec la politique impérialiste d'exportation des capitaux qui permet d'exploiter et de pressurer la main d'œuvre des pays dominés. Un autre exemple : à Cuba, depuis plus de 10 ans, les soviétiques imposent la monoculture du sucre (80 % des rentrées en devises à Cuba) en achetant la plus grande partie de la production (jusqu'à 5 millions de tonnes par an) à bas prix (2 à 3 fois moins cher que le sucre produit en URSS). Et en même temps, ils freinent l'exploitation des autres richesses de l'île : Cuba possède un des plus riches gisements mondiaux de nickel, il est laissé inexploité. Quelle différence avec la politique impérialiste de la France, qui développe la culture du coton au Tchad et freine l'exploitation de l'uranium au Niger ? Et quand, en 68, la Tchécoslovaquie de Dubcek menace de négocier pour son propre compte avec les pays capitalistes, l'URSS envoie ses chars y rétablir l'ordre social-impérialiste : quelle différence avec la politique impérialiste américaine de gendarme en Asie du Sud-Est ? Exportation des capitaux, main-mise sur les richesses, contrôle de l'économie, intervention militaire : la politique de l'URSS a le même nom que celle des USA : l'impérialisme.

LA CHINE ROUGE CIBLE DE L'IMPERIALISME ET DU SOCIAL IMPERIALISME.

En réalité, aujourd'hui, l'impérialisme a deux chefs de file, les USA et l'URSS qui se partagent le monde. Ils savent à la fois s'opposer pour défendre leurs intérêts propres, et s'entendre face à un ennemi commun.

La bourgeoisie et les trotskistes de tout poil voudraient faire croire que la Chine Rouge ne cherche qu'à prendre sa place parmi les superpuissances impérialistes, que les conflits qui l'opposent aux USA ou à l'URSS, sont de même nature que ceux qui opposent l'URSS et les USA entr'eux. Quand l'URSS et les USA s'affrontent, c'est pour se partager le monde en zones où chacun d'eux défend ses propres intérêts impérialistes, économiques, et politiques.

Dans plusieurs régions du monde, en Inde, en Indochine, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, les positions défendues par la Chine s'opposent à celles de l'URSS. Alors que l'URSS contrôle entièrement, par le COMECON, l'économie des pays de l'Europe de l'Est, que Khrouchtchev voulait faire de l'Albanie une Riviéra de l'Est, entièrement dépendante de l'URSS au point de vue économique, au contraire, l'aide de la Chine à l'Albanie (prêts à long terme sans intérêt, techniciens, machines...) l'a aidée à construire une économie totalement indépendante. L'URSS a des milliers de soldats en Europe de l'Est, elle n'y a jamais rencontré un soldat chinois : la Chine n'en a pas un seul hors de ses frontières.

Au Moyen-Orient, l'URSS contrôle entièrement l'armement Egyptien et s'en sert pour faire adopter son point de vue sur une solution 'pacifique'. En face, les Chinois ne font aucun profit sur les armes qu'ils livrent aux Palestiniens. Dans aucune de ces régions, la Chine ne défend d'intérêt propre. Son aide politique, c'est de soutenir fermement les positions anti-impérialistes des peuples et des gouvernements, et de mener une lutte à mort contre le révisionnisme. Son aide économique et militaire n'a qu'un objectif : aider chacun de ces pays à défendre son indépendance nationale contre l'impérialisme. C'est pour cela que l'URSS, comme les USA, considèrent la Chine comme un ennemi à abattre.

GRANDES MANŒUVRES SOVIETIQUES ANTI-CHINOISES AVANT LA VISITE DE NIXON A PEKIN.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'URSS manœuvre désespérément contre la Chine. Les victoires diplomatiques de la Chine, couronnées par l'entrée à l'ONU, sont des victoires du socialisme, et l'URSS l'a bien compris, qui a besoin de camoufler sa politique impérialiste sous le drapeau du socialisme : il lui faut donc à tout prix déconsidérer la Chine, la faire passer pour traître au socialisme. D'autre part, les défaites récentes de l'impérialisme US, permettent à l'URSS de prendre une place encore plus grande dans le concert impérialiste, donc dans la lutte contre la Chine.

Redorer le blason soviétique en calomniant la position marxiste-léniniste des Chinois, c'est la politique soviétique au Moyen Orient et en Indochine. Au Moyen Orient, au moment où les étudiants Egyptiens rejoignent les éléments les plus conscients de la résistance palestinienne pour dénoncer la solution pacifique et les manœuvres soviétiques pour l'imposer, l'URSS contrattaque. Elle fait venir Sadate à Moscou pour le sermonner, le ramener dans le giron soviétique, et elle utilise la tribune du congrés du P."C". Libanais pour resserrer les rangs revisionnistes dans les pays Arabes.

En Indochine, au moment où les patriotes Cambodgiens dénoncent sa politique à double face (soutien en paroles au FUNK et soutien réél au régime Lon Nol), l'URSS et le P."C". Français utilisent la conférence mondiale sur l'Indochine pour se faire passer comme les vrais défenseurs des peuples Indochinois.

Maintenir le statu-quo en Europe, c'est le moyen d'avoir les mains libres en Asie. La récente réunion au sommet du pacte de Varsovie a remis sur le tapis le fameux traité de sécurité Européenne.

Après avoir réglé le problème de Berlin, il s'agit de figer la situation en Europe, d'obtenir des garanties, pour pouvoir dégager des troupes et les reporter sur le front asiatique.

Encercler la Chine Rouge, c'est la politique que mène l'URSS en Asie en collusion avec l'impérialisme U.S. Après le démembrement du Pakistan et la possibilité assurée d'avoir au Bengla Desch une base d'agression à moins de 100 km de la frontière chinoise, Gromyko est allé marchander avec Sato, pour que la collaboration de l'URSS et du Japon dans l'encerclement de la Chine soit encore plus étroite. Les Américains en Indochine et à Taiwan, le Japon à l'Est, un million de soldats soviétiques au Nord, aux frontières de la Mongolie, la participation de l'Inde, de l'Indonésie et Lon Nol assurée par "l'aide économique soviétique" : le réseau anti-chinois est maintenant en place.

Préparer le peuple soviétique à une agression contre la Chine, c'est la dernière en date des manœuvres anti chinoises. En ce moment, la tenue en URSS d'une série de conférences, de réunions du PCUS, et la publication d'une série d'ouvrages tendent à faire naître dans le peuple soviétique un sentiment antichinois. Un film soviétique "la terre Russe", projeté massivement et à grand renfort de publicité, raconte la triste histoire d'un pauvre soldat russe tué par des jaunes fanatisés sur une lointaine frontière... tout y est : l'anti-communisme, le racisme, le chauvinisme !

Voila les causes de ce que De Broglie appelle "un complexe d'encerclement". Les communistes chinois seraient complètement irresponsables si, face à de telles manifestations, ils ne se préparaient pas sérieusement à un affrontement, même si par ailleurs leur politique de coexistence pacifique entre pays à système sociaux différents fait tout pour l'éviter

Les derniers développements du conflit indo-pakistanais font apparaître une intense lutte inter-impérialiste pour se partager le continent indien, et en particulier pour s'accaparer les richesses du Bangla Desch "indépendant". Tous sont sur les rangs. Le social impérialisme soviétique contrôle déjà 25 % du secteur d'Etat Indien et s'est empressé de signer des accords avec le Bangla Desch. L'impérialisme américain présent en Inde et au Pakistan, qui avait laissé les mains libres à l'URSS au moment du conflit tente de reprendre sa place. Et enfin l'impérialisme Britannique traditionnellement implanté dans le sous-continent indien renforce sa position avec l'admission du Bangla Desch dans le Commonwealth. Ces derniers développements ne doivent pas masquer les raisons profondes qui ont poussé l'URSS à intervenir : l'encerclement de la Chine rouge, comme nous le montrons dans une brochure

"SUR LA QUESTION DU CONFLIT INDO-PAKISTANAIS."

en vente sur demande à Front Rouge B.P. 47 Lyon Préfecture : 1.50 F (contre envoi de 3 timbres à 0,50 F.).

Tchen Pao, 2 mars 1969 : les troupes soviétiques pénétraient en territoire chinois.

LE P"C"F SUR L'IRLANDE

UNE NOUVELLE MOUTURE DU PASSAGE PACIFIQUE

L'évolution récente de la lutte de libération nationale du peuple irlandais, les évènements récents de Newry, ont été l'occasion pour les révisionnistes de replacer leur camelote sur le passage pacifique au socialisme. "Solution militaire ou lutte de masse" sous-titre l'Huma du 7 février : à juste titre, ils se reconnaissent dans la conception de la lutte de masse avancée par le P."C" d'Irlande, l'Association pour les Droits Civiques, et une partie de L'IRA. "Solution militaire ou lutte de masse', en France, pour le P."C".F., c'est opposer la révolution prolétarienne armée à la prise du pouvoir par les urnes... et si jamais la bourgeoisie n'accepte pas le verdict des urnes, on lui opposera la force des masses, dans de grandes manifestations responsables : une force de manœuvre, tel est le rôle d'appoint que les révisos réservent aux masses dans leur stratégie de prise du pouvoir par les urnes.

Le fondement même du pouvoir de l'Etat bourgeois, c'est sa force armée. Les révisionnistes ont trahi ce principe de base du marxisme-léninisme. L'Huma s'étonne de voir les Irlandais traités avec la même violence que les Noirs de Rhodésie. La violence de la bourgeoisie serait-elle réservée aux peuples d'Afrique et d'Asie ? La "démocratie anglaise', d'habitude tellement respectueuse des libertés individuelles, qu'elle ne donne pas d'armes à ses "bobbies" (les flics), aurait-elle changé de nature ? Non, la violence est dans la nature même du pouvoir capitaliste. Et pour les révisos, quand la bourgeoisie utilise la violence, il ne s'agit que de bavures. Une bavure, les 8 morts de Charonne ? Dans l'article consacré au 10e anniversaire de Charonne, l'Huma (qui n'a pas fait autant de tapage sur les massacres d'Algériens du 17 octobre 1961 à Paris) en rejette la responsabilité sur quelques flics réactionnaires infiltrés, peut-être des groupes fascistes provocateurs déguisés en flics et Roger Frey. Epurons la police, changeons de Frey, et l'Etat bourgeois changera sa nature agressive pour devenir doux comme un agneau !

Si les révisionnistes rejettent la violence, c'est parce qu'ils limitent leur objectif à un compromis avec la bourgeoisie. L'Huma reprend, en l'approuvant, le programme du P' C" d'Irlande :

"Enquête internationale sur le comportement de l'armée britannique. Retrait des troupes anglaises *des quartiers catholiques*. Vote par le *Parlement anglais* de *l'égalité des droits civiques* en Ulster. Suppression de l'administration actuelle de l'Ulster. Conférence entre *Londres, Dublin et les organisations représentatives* pour résoudre la crise.'

Comme on le voit, on est loin des revendications nationales du peuple Irlandais : chasser les soldats anglais *d'Irlande*, et construire, *entre Irlandais* une Irlande *indépendante de l'impérialisme britannique*. Quand le P."C".F. présente son "programme de gouvernement", il vient au secours de la bourgeoisie capitaliste française. De la même façon, le P."C" d'Irlande vole au secours de la bourgeoisie de l'Eire et de l'impérialisme britannique. Voilà pourquoi il faut par tous les moyens stopper la lutte armée du peuple irlandais : pour arriver à un compromis entre Londre et Dublin, où la bourgeoisie catholique irlandaise du nord se satisferait de l'égalité avec la bourgeoisie protestante.

Solution militaire ou lutte de masse ? L'alternative n'est donc pas là. Il s'agit plutôt de savoir quel but on veut atteindre. Les vietnamiens se sont fixés comme objectif de chasser l'impérialisme US : ils savent qu'ils atteindront un tel objectif principalement par la lutte armée. C'est en celà et en fonction de celà, qu'ils utilisent les autres formes de lutte, pacifique ou non. Après 1954, le FNL organisait dans les villages et les villes des manifestations de masse pacifiques. Mais ce n'était pas dans l'illusion de faire céder les Américains devant la force responsable des masses. C'était pour renforcer, étape par étape, la conscience politique des masses, démasquer derrière les chefaillons locaux, l'administration centrale fantoche et les Américains, amener petit à petit les masses à la lutte armée prolongée. En même temps, ils organisaient les exécutions de despotes locaux de de collabos. Le P.' C".F. fait actuellement, à propos de la Conférence de Versailles sur l'Indochine, grand tapage sur son soutien aux peuples d'Indochine : en réalité, en ressortant ses théories pacifistes, il leur frappe un grand coup de poignard dans le dos.

GREVE DES MINEURS EN GRANDE-BRETAGNE

Depuis plus d'un mois, en Angleterre, 280.000 mineurs sont en grève. Faute de charbon, un grand nombre de centrales électriques, (en Grande-Bretagne, la plupart marchent au charbon), d'entrepôts de charbon, ont dû cesser leurs activités. Le Bureau National du Charbon subit journellement une perte de plus de 18 millions de francs actuels. C'est un sérieux coup porté au capitalisme britannique.

Parmi les ouvriers britanniques, les mineurs sont les plus cruellement exploités. Le taux de morts et de blessés parmi les mineurs âgés de plus de 45 ans est de 12 %. Leur vie est de plus en plus gravement menacée par la hausse des prix et la baisse des salaires. (Les mineurs sont tombés depuis la guerre au plus bas de l'échelle des salaires). Le chômage aussi les touche particulièrement : en dix ans, le nombre de mineurs a diminué de 200.000. Pour ces diverses raisons, ils ont réclamé 47 % d'augmentation des salaires. Le bureau du charbon n'offre que 7,9 % !

La grève a suscité un large mouvement de soutien de la part des ouvriers er des employés des autres secteurs (touchés eux aussi par la crise) et des étudiants : grève des 12.000 employés du Bureau National du Charbon : les chauffeurs de camions-citernes des Midlands, les dockers du pays de Galles et d'Angleterre, les cheminots de l'Angleterre et de l'Ecosse, les ouvriers de l'électricité de nombreux endroits ont refusé de transporter pétrole et charbon, et de faire des heures supplémentaires pour le capital. Ils ont aussi organisé des collectes.

Les mineurs sont en mesure de soutenir une grève de longue durée, et bénéficient de l'appui de la grande masse de la population. Les piquets de grève, massifs, particulièrement combatifs, ont résisté à la police dans des affrontements violents, et ont réussi à paralyser la livraison des combustibles de remplacement aux centrales thermiques. Certaines mines, qui ne sont plus entretenues, sont envahies par les eaux et sont déjà inutilisables.

Devant cette situation, voyant que la grève ne pourrit pas comme elle l'espérait, la bourgeoisie britannique change de tactique. Le mercredi 9 février, elle proclame l'"Etat d'urgence" : pour commencer elle rationne la consommation de l'électricité et réduit à 3 jours la semaine de travail.

Pourquoi ces mesures ? La bourgeoisie britannique cherche avant tout à diviser la classe ouvrière : Heath brandit la menace du licenciement 'inévitable" de millions d'ouvriers, comme conséquence de cette grève. (Or, il y a déjà un million de chômeurs !). Il cherche aussi à dresser contre les mineurs d'autres couches de la population, en lui imposant sciemment de coupures de courant et toutes sortes de restrictions.

Mais la colère qu'il comptait susciter contre les grévistes, se retourne pour le moment contre lui. Le premier ministre venu à Liverpool vanter sa politique, a été cerné et attaqu-e à coup de torches par des manifestants ouvriers.

Ainsi, la crise de l'impérialisme britannique s'aggrave : contraint à abandonner de nombreuses positions dans le monde, (Golfe Arabique, Malte, etc,...) n'arrivant plus à maintenir sa domination sur l'Irlande toute proche, il affronte, en métropole même, un mouvement ouvrier (dockers, électriciens, mineurs) d'une puissance jamais vue depuis la grande crise de l'entre-deux guerres.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette, Lyon. — Dépôt légal n° 265, 1er trimestre 1972. — Directeur de la publication : Camille Rey. — Distribué par NMPP. — Commission Paritaire 51 165.